



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Discours d'ouverture de Bruno Le Maire,**  
**ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté**  
**industrielle et numérique,**  
**lors des 40 ans du Comité interministériel de restructuration**  
**industrielle (CIRI)**

**Mardi 28 juin 2022**

*Bercy*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20



Bonjour à tous,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Monsieur le Secrétaire général du CIRI,

Je suis très heureux de participer à cette cérémonie pour les 40 ans du Comité interministériel de restructuration industrielle.

Je suis très heureux parce que depuis 5 ans maintenant que j'exerce les missions de ministre de l'Économie et des Finances, j'ai toujours su pouvoir compter sur le talent, l'efficacité et la détermination sans faille du CIRI. Si nous avons évité au cours des années passé beaucoup de crises sociales, beaucoup de douleurs humaines partout en France, c'est grâce à cet engagement des agents du CIRI que je tiens à remercier.

Derrière cet engagement, il y a une vision très singulière de ce qu'est l'économie et le développement économique dans un pays. On ne laisse pas tomber les gens, on ne laisse pas tomber les entreprises, on ne laisse pas tomber les salariés, on ne laisse pas tomber un savoir-faire, on ne laisse pas tomber des chefs d'entreprise quand ils sont dans les difficultés. C'est ça le cœur de la philosophie du CIRI et c'est une philosophie à laquelle je suis profondément attaché. Je ne crois pas à la destruction créatrice. Je crois à l'accompagnement créateur. C'est le rôle de l'Etat et c'est exactement le rôle que joue le CIRI depuis maintenant 40 ans.

Cette vision ambitieuse, nous la devons d'abord à Michel Pébereau, qui a dirigé dès 1974 le CIASI qui n'est autre que l'ancêtre du CIRI. 1974, c'est-à-dire au lendemain du premier choc pétrolier, exactement comme nous faisons face aujourd'hui à un nouveau choc énergétique. Je le remercie. Je veux remercier également tous les secrétaires généraux du CIRI qui ont fait de ce comité un acteur de référence pour la continuité économique et pour la préservation de l'emploi. Ce rôle-là, vous devez continuer à le jouer sous l'autorité du Secrétaire général, Cédric Garcin, dont je connais les qualités puisqu'il a travaillé à mon cabinet !

Je vais vous raconter une anecdote en début de quinquennat. Il y a maintenant une éternité, c'est-à-dire plus de 5 ans, nous avons une usine que vous connaissez tous : l'aciérie Ascoval, dans le Nord de la France. Cette usine, tout le monde m'expliquait qu'il fallait la laisser tomber. Le CIRI avait une appréciation un peu différente et m'avait dit « ça vaut le coup d'aller voir. C'est une aciérie moderne, c'est un four électrique là où beaucoup d'aciéries emploient des fours à gaz qui sont beaucoup plus polluants. Donc allez voir, ça vaut le coup, peut-être qu'on peut essayer de sauver cette aciérie ».



Je suis donc allé sur le site d'Ascoval, j'ai vu une usine flambant neuve, un outil de production en très bon état et des salariés totalement motivés avec en plus des organisations syndicales responsables. Et donc, nous avons accompagné l'usine Ascoval. Nous lui avons permis d'éviter la fermeture et j'ai fait d'Ascoval le symbole de ce volontarisme politique.

Il faut que nous tournions la page de ces 3 décennies d'abandon de l'industrie française, où nous avons renoncé à sauver des entreprises, où avec un mélange de mépris et d'indifférence, nous avons considéré que certains secteurs industriels, c'était le vieux monde et qu'il fallait absolument aller vers cette industrie nouvelle, c'est-à-dire l'industrie sans usines. Tout cela, ce sont des fadaises, ce sont des illusions qui nous coûtent aujourd'hui 90 députés du Rassemblement national à l'Assemblée nationale. Voilà ma conviction profonde.

Donc si nous voulons remettre aujourd'hui une industrie puissante, innovante, elle ne se construira pas sur les ruines de l'ancienne industrie. Il faut accompagner tous les secteurs industriels, leur permettre de se transformer, utiliser les compétences, utiliser les savoir-faire pour investir dans l'industrie de demain qui doit être innovante, numérique, technologique, robotisée, mais je le redis encore, qui ne se construira pas sur les ruines de l'ancienne industrie. Il n'y a pas l'ancien monde industriel et le nouveau monde industriel.

Tout ça, ce sont des fadaises. Il y a une continuité de savoir-faire et d'investissement dont le CIRI est le garant. Et c'est bien cela le rôle fondamental du CIRI : distinguer les entreprises qui n'ont pas d'avenir devant elles parce qu'elles ont fait de mauvais choix stratégiques et les entreprises qu'il faut impérativement accompagner dans leur transformation parce qu'elles ont de l'avenir devant elles et que c'est d'autant plus important qu'il y a des compétences, des savoir-faire qui sont de grande qualité. Et ce rôle-là, il est encore plus important dans un moment où il y a de fortes turbulences économiques. Parce que c'est ce rôle de conseil que vous devez jouer pour savoir quelle entreprise a encore un avenir devant elle, à quelles conditions, avec quels investissements publics ou privés et avec quel calendrier de redressement. C'est ce rôle-là que vous devez jouer fondamentalement dans les mois et les années à venir, face à des difficultés économiques que vous connaissez, qui se traduisent par une explosion du coût des matières premières ou leur indisponibilité pour des secteurs industriels tout entier et la nécessité impérieuse d'avoir accès à de nouvelles technologies comme les semi-conducteurs.

Un petit point sur le bilan du CIRI parce que je le trouve très illustratif de votre succès. Ces 5 dernières années, 200 entreprises ont saisi le CIRI pour un total de plus de 300 000 emplois.



Ces saisines se sont conclues par une issue favorable pour l'entreprise et pour les salariés d'entreprise dans près de 90 % des cas. Je voudrais que vous applaudissiez les agents du CIRI et le Secrétaire général du CIRI pour ces résultats.

Et comme je le disais, ces interventions ne se font pas avec une distinction que j'ai toujours trouvé absurde entre des secteurs nobles et des secteurs qui seraient à délaissier. Une économie c'est un tout, ce sont des activités qui peuvent être dans tous les domaines, sans qu'on distingue ce qui est bien ou ce qui n'est pas bien, ce qui serait porteur de ce qui ne serait pas porteur dès lors que ça crée des emplois, qu'il y a de la profitabilité et que cela crée la prospérité pour nous et pour notre nation.

L'entreprise mérite le soutien du CIRI. Vous l'avez fait pour Figeac Aero, sous-traitant d'Airbus. 1 700 emplois en France. Vous l'avez fait pour Potel et Chabot. Un traiteur qui participe de la culture française et du savoir-vivre à la française avec un savoir-faire unique dispensé par les meilleurs ouvriers de France. Vous avez sauvé Potel et Chabot. Vous avez offert des perspectives à Pierre et Vacances, un groupe qui est bien connu des Français, et qui était en grave danger financier. Et je pourrais allonger la liste de ces interventions à chaque fois avec des noms connus de tous nos compatriotes qui représentent des dizaines de milliers d'emplois partout sur le territoire.

Je compte donc sur le CIRI pour continuer à jouer ce rôle au quotidien dans les semaines et dans les mois à venir. Il doit le faire, d'autant plus que nous rentrons dans une période économique et financière nouvelle, ce qui me permet de préciser où nous en sommes, et qu'elle doit être notre stratégie pour les années à venir.

D'abord, nous sortons de quoi qu'il en coûte. Je pense n'avoir laissé aucune ambiguïté sur ce sujet. Le quoi qu'il en coûte est terminé. Le quoi qu'il en coûte a été un immense succès. C'est un choix du président de la République qui nous a permis d'éviter une vague de faillites qui aurait mis le pays à genoux. C'est un choix stratégique qui nous a permis d'éviter l'explosion du chômage. Et il aurait été bien plus coûteux de remédier à l'explosion du chômage et à la vague de faillites que de protéger nos savoir-faire, nos entreprises, comme nous l'avons fait.

Ce quoi qu'il en coûte était justifié par un effondrement complet de la production française, comme nous n'en avons pas connu depuis 1929. J'ai souvent fait la comparaison entre 2020 et 1929. Je pense que la comparaison est pertinente, c'est la seule fois où la richesse nationale française s'est effondrée à ce point. Donc, face à un choc historique, nous avons pris une décision historique, le quoi qu'il en coûte, qui a protégé nos salariés et protégé nos entreprises. Mais nous ne sommes plus du tout dans cette situation.



Ouvrons les yeux ! Nous avons une croissance française qui reste positive en 2022. Nous avons une difficulté, c'est l'inflation. Mais cela n'est pas un effondrement de la production, et cela ne justifie pas le maintien du quoi qu'il en coûte. Cela le justifie d'autant moins que, comme j'ai eu l'occasion de le dire hier, nos finances publiques ont atteint la cote d'alerte, et qu'il faut donc protéger ceux qui en ont le plus besoin tout en engageant aussi le redressement de nos finances publiques.

En revanche, dans cette période, qui est une période d'instabilité avec les difficultés d'approvisionnement, un marché chinois qui est aujourd'hui très incertain, une inflation qui touche tous les pays européens, une situation économique américaine qui est, elle aussi, préoccupante. Nous avons, plus que jamais, besoin d'un État qui a une vision de long terme, et que le CIRI représente parfaitement. Cette vision de long terme, elle définit le rôle de l'État, en France, pour les années à venir. L'État, d'abord, a un rôle de long terme sur la planification énergétique. Chacun voit bien que cette question de l'énergie, de l'accès à une électricité décarbonée est devenue stratégique pour la France et stratégique pour l'Europe. Et je me félicite de voir que de grands énergéticiens ont pris la parole pour dire : oui, la sobriété est indispensable ; oui, il faut des investissements pour avoir plus d'électricité décarbonée, mais les deux vont ensemble.

C'est le premier rôle de l'État dans le long terme : faire la planification énergétique et garantir que notre économie dispose de l'électricité décarbonée dont elle a besoin. Dans cette vision de long terme, son deuxième rôle, c'est d'accompagner l'innovation indispensable pour la montée en gamme de notre industrie et la montée en gamme de tout notre appareil productif, industries et services compris. Ça c'est aussi le rôle de l'État : favoriser un cadre fiscal qui permet d'investir, d'innover, d'avoir accès aux meilleures technologies, de ne plus dépendre de la Chine, de Taiwan ou des États-Unis sur la production de semi-conducteurs, d'être plus indépendants sur la production industrielle, d'accélérer la robotisation, de développer la numérisation. Ça, c'est le rôle de l'État. Parce que s'il ne joue pas ce rôle d'aiguillon en créant le cadre favorable pour les entreprises, nous n'aurons pas les résultats que nous pouvons espérer atteindre.

Enfin, son troisième rôle, que je compte bien jouer, c'est un rôle de gardien de l'ordre public économique. Dans ces périodes d'inflation, chacun sait bien qu'il peut y avoir des profiteurs de l'inflation, qui exagèrent sur les marges ou qui prennent des profits surdimensionnés par rapport à ce qu'il serait raisonnable de faire. Le rôle de l'État, c'est de garantir la transparence de la formation du prix pour que l'ordre public économique soit préservé.



Enfin, et j'en reviens au CIRI, il doit veiller à ce que, dans ces transformations économiques, quand on passe du véhicule thermique au véhicule électrique, toutes les entreprises concernées soient accompagnées, pas simplement Stellantis et Renault, mais les sous-traitants de premier et deuxième rangs, les fonderies, les soudeurs, tous ceux qui ont participé à la réalisation de moteurs thermiques et qui aujourd'hui se disent : mais qu'est-ce que je vais faire de mes qualifications, de mes compétences ?

C'est le rôle du CIRI d'accompagner la transformation économique dans un siècle où les transformations se font rapidement. Vous le faites, je le redis, avec un immense talent. Vous le faites aussi avec beaucoup de détermination. Vous ne lâchez jamais rien. C'est ce qui m'a le plus frappé dans les discussions que j'ai sur un rythme quasi hebdomadaire avec Cédric Garcin et ses équipes. Vous ne lâchez rien. Eh bien croyez-moi, surtout dans cette période politique animée, cela me paraît un très bon slogan et une très bonne ligne de conduite : ne lâchez jamais rien !

Je vous remercie.